

Café Press info : adhésion de la RDC au Partenariat pour le Gouvernement ouvert exigée.

La problématique du Gouvernement Ouvert était au centre d'un Café Press Info (CPI) organisée ce jeudi 27 février 2020 à Kinshasa par Collectif 24 avec l'appui d'Internews dans le cadre du projet MSD.

Trois intervenants se sont succédé. Prenant la parole, le Secrétaire Exécutif du Collectif 24, Henri Christin Longendja, s'est apaisé sur le gouvernement ouvert et l'accès à l'information. Le Secrétaire Exécutif du Collectif 24 a commencé par tracer l'historique du gouvernement ouvert en citant les instruments internationaux sur lequel la notion du gouvernement ouvert tire son origine avant de donner les principes du gouvernement ouvert. Il a cité la participation, la collaboration, la transparence. La RDC doit adhérer au Partenariat pour le Gouvernement Ouvert pour renforcer la confiance des citoyens envers les gouvernants, améliorer le statut de pays dans les organisations internationales et attirer les investisseurs.

L'honorable Jacques Ndjoli a quant à lui, porté son analyse sur l'impératif d'ouverture du gouvernement actuel : défis et perspectives. Pour lui, la RDC doit se donner les moyens de construire une société ouverte pour exiger la transparence. Il est urgent d'avoir une loi sur la transparence, la redevabilité et la lutte contre la corruption pour permettre à la population d'avoir la confiance aux gouvernants afin d'éviter toute crise de légitimité génétique et physiologique. On lit l'alternance à travers la nature et la qualité de la production législative. Selon le professeur Jacques Ndjoli, le défi de l'ouverture de la RDC, n'est pas le défi d'un homme ou du gouvernement, c'est le défi de nous tous. Ce professeur de droit, a proposé la création d'un parquet financier devant permettre de juger les cas de corruption.

Georges Tshonza, Assistant Technique au Comité des Réformes des Finances publiques a partagé l'expérience du COREF sur les avantages d'ouverture dans la réforme des finances publiques. L'Assistant Technique du COREF, a commencé son exposé par indiquer que 2010 est l'année à laquelle la RDC s'est engagée dans la réforme des finances publiques. Il a mis en parallèle les objectifs du Partenariat

pour le Gouvernement Ouvert avec ceux du COREF avant d'énumérer les principaux chantiers de la réforme. Pour l'Assistant Technique du COREF, la réforme des finances publiques est en parallèle avec les objectifs du Partenariat pour le Gouvernement Ouvert. Dans cette perspective, le COREF appuie le gouvernement dans la publication des documents clés sur le site du gouvernement, facilite la société civile à avoir accès aux informations et l'appuie dans l'analyse budgétaire, mettre en œuvre la haute intégrité dans l'administration publique, soutenir la participation citoyenne. L'adhésion de la RDC au partenariat pour le gouvernement ouvert a pour avantages :

- Amélioration de la position de la RDC dans le cadre des indicateurs de dépenses publiques ;
- Amélioration de la crédibilité budgétaire ;
- La mise en place de cadre fédérateur dans le quel la société civile a droit de participer ;
- La mise en place de la commission sur l'ouverture de données et de travail parlementaire ;
- La mise en place de la commission sur la transparence des ressources naturelles.

Retenons que quelques engagements ont été pris à l'issu de ce Café Press Info, il s'agit entre autre d'amener le gouvernement congolais pour adhérer au gouvernement ouvert, la nécessité d'intégrer les aspects liés à la transparence dans la loi d'accès à l'information, l'opportunité de réunir toutes les initiatives tendant à promouvoir la transparence et les organisation de la société civile doivent pousser l'idée de la création d'un parquet financier.